



Veille de l'UNION-IHEDN et Revue de presse « Défense »

(contact : adulou@numericable.fr)

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez soit contacter directement le responsable de thème de Défense soit réagir en adressant un courriel à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'équipe de la Revue de presse Défense vous remercie de votre confiance et de votre intérêt pour son travail, toutes vos suggestions sont les bienvenues.

Cette revue de presse paraît désormais sur le site de l'UNION-IHEDN, à l'adresse : <https://www.union-ihedn.org/>

dès que le bandeau apparaît, cliquez sur la page, et l'accès vous est assuré

A la une : L'OTAN est-elle vraiment prête à entrer en guerre avec la Russie ? (Revue Conflits, 29 février 2024, Asia Times)

Le dirigeant français E. Macron suggère que des forces terrestres occidentales pourraient être déployées en Ukraine. Mais l'OTAN n'a pas les moyens de les fournir.

Après avoir accueilli une réunion de 25 dirigeants européens à Paris le 26 février, M. Macron a déclaré qu'il n'y avait « *pas de consensus* » sur l'engagement de troupes au sol dans le conflit en Ukraine, mais il a ajouté : « *Rien ne doit être exclu. Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre* ».

Jusqu'à présent, l'OTAN s'est contentée de former les forces militaires ukrainiennes et de leur fournir des armes défensives. Les États membres craignent qu'une confrontation directe avec les forces russes en Ukraine n'entraîne une escalade massive. Vladimir Poutine et ses principaux ministres ont régulièrement menacé la Russie de recourir à son arsenal nucléaire en cas de conflit plus important.

Actuellement, l'OTAN mène également son plus grand exercice militaire depuis la Guerre froide. Steadfast Defender se déroule de janvier à mai et implique les 31 États membres. Destiné à renforcer les capacités de défense collective et l'état de préparation de l'alliance, il s'agit de l'exercice le plus important depuis Reforger en 1988, auquel avaient participé 125 000 soldats des États-Unis, de l'Allemagne, du Canada, de la France et du Danemark.

Le général Christopher Cavoli, commandant suprême allié de l'OTAN pour l'Europe, a déclaré : « *Steadfast Defender 2024 sera une démonstration claire de notre unité, de notre force et de notre détermination à nous protéger les uns les autres, à protéger nos valeurs et l'ordre international fondé sur des règles.* »

L'un des aspects importants de ces exercices est la participation des forces américaines et canadiennes, qui vise à démontrer la rapidité et l'ampleur des capacités de renforcement de l'OTAN.

Ils servent à la fois à rassurer les États européens membres de l'OTAN et à démontrer aux ennemis potentiels la capacité de l'OTAN à déployer d'importantes forces sur le terrain. Les exercices font partie de la communication de la dissuasion.

L'exercice vise à simuler un « scénario de conflit émergent avec un adversaire proche ». Il s'agit d'une référence à peine déguisée à la Russie, qui montre que l'OTAN commence à prendre au sérieux la menace d'un conflit direct avec ce pays.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.revueconflits.com/lotan-est-elle-vraiment-prete-a-entrer-en-guerre-avec-la-russie/>

-0-

Date : 1^{er} mars 2024
Prochaine diffusion le 8 mars 2024
Sommaire des articles proposés

- 1) Enjeux de la Défense, Doctrine, Concepts, Missions :
 - Quel rôle pour le groupe aéronaval à l'heure de la guerre en réseau ?
 - Quel rôle pour le groupe aéronaval à l'heure de la guerre en réseau ?
- 2) Relations internationales - Europe de la défense - OTAN :
 - Synthèse de l'actualité internationale de février 2024
 - L'Alliance des Etats du Sahel : un projet confédéraliste en questions
 - Arménie – Azerbaïdjan – Quel rôle joue la Turquie
- 3) Armements - Industries - Économie :
 - UE – Mercosur : un accord enterré pour de bon ?
 - La Chine et son économie : grippette ou Covid long ?
 - L'accord entre Microsoft et Mistral AI scruté par l'UE
 - G20 : pas de communiqué commun des ministres des finances, désaccords sur Gaza, l'Ukraine
- 4) Les forces armées - Air - Marine - Terre - Gendarmerie :
 - « Tout le monde attend avec impatience les lasers » : la France compte durcir ses frégates contre les drones
 - 280 gendarmes déployés dans l'Indre pour Place Nette 36
 - Police du ciel : les interventions de l'armée de l'air et de l'espace ont augmenté de plus de 170% en 2023
 - De nouveaux filets de camouflage bientôt livrés à l'armée de terre
- 5) Zones de conflits :
 - Quelles perspectives politiques pour l'Autorité palestinienne ?
 - L'Inde et Israël veulent contourner la Mer Rouge
 - Les frappes ukrainiennes en Russie obligent Moscou à suspendre ses exportations de carburant
 - Haïti : quatre policiers tués alors que l'un des principaux groupes armés promet des attaques coordonnées
- 6) Renseignements et menaces :
 - Liban, le renseignement américain craint une invasion israélienne
 - Infostealer, le logiciel malveillant en vogue en 2023
 - Dans les coulisses du cyberespionnage chinois, la France aussi visée
 - Chine : Xi Jinping est-il en train de payer son soutien à Vladimir Poutine ?
- 7) Sécurité intérieure :
 - En 2024, le dépôt de plainte pourra passer par Internet
- 8) Énergie environnement climat :
 - Eradiquer le paludisme : quelles stratégies internationales ?
 - Sous la pression des défenseurs du climat, JOE Biden met sur « pause » les nouvelles exportations de gaz

- La ruée des opérateurs de bornes de recharge pour voitures électriques en France

9) Géopolitique de la culture :

- Intelligence économique : vers une fin de la naïveté en temps de guerre économique ?
- La Slovaquie renonce à sa réforme du Code Pénal, sous la menace d'une suspension de fonds européens

10) Géopolitique de l'information :

- L'Ours russe dans le viseur de l'ANSSI
- Le casse-tête de la sécurisation des câbles sous-marins « artères vitales » d'Internet
- Centre hospitalier d'Armentières : après le piratage, une fuite de données pour 300 000 patients
- Piratage de comptes : la CAF annonce « plusieurs milliers » de comptes compromis
- Le groupe LockBit est de retour mais sur trois pattes

11) Le point de l'histoire : 1^{er} mars 1815

12) Revue de presse internationale en langue étrangère :

- Huge Boost To Army's Air Defenses Planned In New Force Structure
- Ukraine war Latest : Ukraine downs 3 Russian Su -34 jets in 1 Day
- West Bad, Russia Strong – Key Points from Putin's Latest Speech
- Editor in chief of Novaya Gazeta detained for 'discrediting' the Russian Army
- 'Our Country Is Sinking Into Darkness' : Oleg Orlov's Final Word in Court
- Transnistrian administration will ask for protection from Russia amidst alleged tensions

13) Liste d'articles non retenus mais pouvant être consultés sur demande.

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez contacter directement le responsable de la revue, en adressant un courriel à : adulou@numericable.fr, ou au webmaster du site « union-ihedn.org ».

1/ ENJEUX DE LA DEFENSE - DOCTRINE - CONCEPTS – MISSIONS

□ □ THEME 1 - 1 : Quel rôle pour le groupe aéronaval à l'heure de la guerre en réseau ?

Source, journal ou site Internet : Briefings de l'IFRI

Date : 29 février 2024

Auteurs : Cyril du Manoir de Juaye, Clément Clouet

Adressé par François Jouannet

L'intégration des drones et de l'intelligence artificielle transforme la nature des combats navals en une confrontation entre des réseaux regroupant des navires de surface, des aéronefs et des drones.

Dans cette dynamique évolutive du cinquième âge du combat naval, le groupe aéronaval, en adaptant profondément sa structure, devient essentiel pour déployer en mer un réseau complexe capable de générer de nouveaux effets tactiques et stratégiques, tant en mer que sur terre.

Face à l'augmentation de la quantité d'informations partagées et du nombre d'unités, le travail en réseau de la force navale connaît une complexification inédite. Ces évolutions signifient le

glissement progressif du pouvoir effectif d'une force en réseau vers les unités les mieux connectées et capables d'agréger autour d'elles un grand nombre d'unités.

Dans ce contexte, l'environnement opérationnel se caractérise par une menace omniprésente et difficilement localisable. Le groupe aéronaval doit ainsi repenser son rôle et sa structure opérationnelle pour être capable de combiner les armes de décision et systèmes de drones, afin d'obtenir des effets structuraux et de désorganisation du réseau.

Dans ce nouveau « réseau aéronaval », la centralité des nouvelles plateformes de mise en œuvre de drones augmentera. Il existera différents types de réseaux collaborant ou s'opposant en mer, imposant au tacticien de comprendre leur fonctionnement pour en évaluer les forces et les faiblesses.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien : (On peut télécharger la totalité de l'article sous pdf en fin de la présentation)

<https://www.ifri.org/fr/publications/briefings-de-lifri/role-groupe-aeronaval-lheure-de-guerre-reseau#:~:text=Le%20groupe%20a%C3%A9ronaval%20doit%20ainsi,et%20de%20d%C3%A9sorganisation%20du%20r%C3%A9seau.>

□ □ THEME 1 - 2 : Financer l'innovation, une mission à part entière pour les forces spéciales

Source, journal ou site Internet : Le Portail de l'IE

Date : 27 février 2024

Auteur : Agathe Bodelot

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Le retour sur le devant de la scène des forces spéciales et du COS avec la série *Cœur Noirs* montre à quel point l'innovation reste un défi majeur pour le succès de leurs missions. Accélérer les processus de l'expression de besoin à l'acquisition du produit s'avère essentiel pour renforcer l'action des FS, véritable acteur de l'anticipation stratégique dans les conflits.

L'une des difficultés essentielles de la captation de l'innovation tient aujourd'hui à la lenteur et à la complexité de l'achat public. Bien qu'elles bénéficient d'une relative autonomie, les forces spéciales (FS) peinent à acquérir du matériel innovant, même avec une veille technologique efficace. Elles expriment leurs besoins opérationnels au commandement des opérations spéciales (COS), qui gère la majorité des processus d'acquisition avec l'Agence innovation de la défense (AID). Créé en 2018, ce service de la Direction générale pour l'Armement (DGA) se rapproche plutôt d'un modèle entrepreneurial que militaire et permet de financer les projets innovants.

Prospective et anticipation, maîtres-mots de la captation de l'innovation

L'anticipation des besoins, et la prospective permanente permettent de capter l'innovation de manière précoce. Afin d'éviter une interminable tournée d'industries, des grands salons sont organisés annuellement, tels que Le Bourget, Milipol, le SOFINS, le SOFLAB ou encore Eurosatory. Ces plates-formes sont des dispositifs pour soutenir l'innovation technologique et l'innovation d'usage. Ils proposent notamment des démonstrations, favorisant les échanges entre concepteurs initiaux de technologies donnés et utilisateurs futurs, grâce auxquels se structure une forme dynamique et itérative d'innovation. Ces salons regroupant les grands industriels de la BITD tels que *Thalès, Safran, Dassault* ou encore MBDA, permettent surtout aux PME françaises de se faire connaître.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.portail-ie.fr/univers/defense-industrie-de-larmement-et-enseignement/2024/financer-linnovation-une-mission-a-part-entiere-pour-les-forces-speciales/>

2/ RELATIONS INTERNATIONALES - EUROPE **DE LA DEFENSE - OTAN :**

☐☐THEME 2 - 1 : Synthèse de l'actualité internationale de février 2024

Source, journal ou site Internet : Diploweb

Date : 29 février 2024

Auteur : Axelle Degans

Adressé par Jean-François Mazaleytrat

Au Salvador, le président sortant Nayib Bukele, qui se présente comme le « dictateur le plus cool du monde » en réponse aux attaques contre son autoritarisme, a remporté en février 2024 les élections présidentielles avec plus de 85% des suffrages exprimés. Il a mené une politique de grande fermeté contre les maras, ces gangs qui terrorisaient le pays : 75 000 arrestations plus tard, le pays est devenu plus sûr. Sa politique pourrait-elle faire des émules en Équateur et en Argentine ?

Au Sénégal, le président Macky Sall a décidé en février 2024 de reporter les élections présidentielles qui devaient se tenir au printemps. Les échauffourées se multiplient dans les rues entre forces de l'ordre et jeunes opposants politiques. Le Sénégal est un pays emblématique de la démocratie en Afrique subsaharienne, à l'image de son premier président Léopold Sédar Senghor qui a décidé de quitter librement le pouvoir. Ce pays n'a pas connu de putsch, à la différence de ses voisins. Le président Macky Sall ne peut pas se présenter pour un troisième mandat, c'est son Premier ministre qui doit faire office de dauphin. Les chances de celui-ci de remporter les élections sont minces, ce qui motive l'actuel président à reporter les élections, le temps de trouver une solution. C'est une entorse à la démocratie, mais ce n'est pas comparable aux putschs du Burkina Faso, du Mali ou du Niger, autres pays du Sahel. Le Conseil constitutionnel invalide la décision du président, un « dialogue national » est désormais à l'œuvre. Il passe par une loi d'amnistie et la libération de nombreux opposants politiques arrêtés arbitrairement.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.diploweb.com/Synthese-de-l-actualite-internationale-de-fevrier-2024.html>

☐☐THEME 2 - 2 : L'Alliance des États du Sahel : un projet confédéraliste en questions

Source, journal ou site Internet : The Conversation

Date : 29 février 2024

Auteur : Christian Bouquet

Adressé par Jean-François Mazaleytrat

Dans un contexte régional ouest-africain chaotique, trois pays dirigés par des juntes militaires ont décidé, le 16 septembre 2023, de créer une l'Alliance des États du Sahel (AES), qui doit aboutir à la mise en place ultérieure d'une confédération.

Il s'agissait de répondre à l'hostilité générale des États voisins (et de la communauté internationale) face à la succession de coups d'État qui avait marqué la sous-région. Ainsi se dessinait sur la carte une nouvelle entité territoriale regroupant à l'intérieur d'une seule frontière le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Ce redécoupage géographique a remis en mémoire d'autres tentatives plus anciennes. On pense d'abord, avant les décolonisations, au projet de l'OCRS (Organisation commune des Régions sahariennes) qui avait été mis en place par la loi du 10 janvier 1957 sur les parties sahariennes de l'Algérie, du Niger, du Soudan français (actuel Mali) et du Tchad. Il s'agissait de reconnaître

la spécificité de ces régions, majoritairement peuplées de nomades irrédentistes, qui avaient appuyé l'initiative du gouvernement français par une pétition datée du 30 octobre 1957 exigeant de ne pas être placés « sous une autorité émanant du Maghreb ou de l'Afrique noire ».

Cette lettre, signée par plus de 300 notables issus pour la plupart de la région de Tombouctou, avait ensuite été transmise le 30 mai 1958 au général de Gaulle, qui avait validé l'idée de l'OCRS, mais n'avait pas pu la maintenir au-delà des accords d'Évian reconnaissant l'indépendance de l'Algérie. Il est vrai que la circonscription ainsi dessinée enfermait l'essentiel des ressources pétrolières et gazières du Sahara...

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://theconversation.com/lalliance-des-etats-du-sahel-un-projet-confederaliste-en-questions-223507>

□ □ THEME 2 - 3 : Arménie – Azerbaïdjan – Quel rôle joue la Turquie

Source, journal ou site Internet : Institut Thomas More

Date : 26 février 2024

Auteur : Jean-Sylvestre Mongrenier

Adressé par André Dulou

Les alliances sont fondées sur des convergences, c'est-à-dire sur le partage de certains intérêts de sécurité et une vision commune de l'avenir. Cependant elles ne signifient pas une identité de vues (deux choses identiques ne seraient pas deux mais une). Dans le cas présent, il s'agit d'une alliance forte avec pour axe structurant l'idée que la Turquie et l'Azerbaïdjan ne formeraient qu'une seule nation, partagée entre deux États. Cela dit, cette alliance a précédemment connu des inflexions, lorsqu'Ankara et Erevan pratiquaient une « diplomatie du ballon » (2008-2009) par exemple ; les deux pays utilisaient alors le football pour amorcer un processus de normalisation (les relations diplomatiques sont interrompues depuis 1993 et la frontière est close). Cela déplaisait au pouvoir azerbaïdjanais.

Peut-on penser que le président turc Recep T. Erdogan voit plus loin que son homologue azerbaïdjanais, qui se pose en potentat régional ? Le président turc entend ouvrir une grande route vers le bassin de la Caspienne et la partie occidentale du Turkestan (l'Asie centrale), voire sa partie orientale (le Sin-Kiang/Xinjiang, sous contrôle chinois). Un tel « couloir de circulation » serait la colonne vertébrale de l'Organisation des États turciques, très importante à ses yeux. On sait en effet qu'un ancien courant pantouranien perdure en Turquie, et ce depuis l'époque des Jeunes-Turcs, avant et pendant la Première Guerre mondiale (on se souvient d'Enver Pacha, que son rêve pantouranien a conduit au Turkestan, pour y trouver la mort).

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://institut-thomas-more.org/2024/02/26/armenie-azerbaïdjan-%c2%b7-quel-rol-joue-la-turquie/>

3/ ARMEMENTS - INDUSTRIES – ECONOMIE

□ □ THEME 3 - 1 : UE – Mercosur : un accord enterré pour de bon ?

Source, journal ou site Internet : Les Yeux du Monde

Date : 28 février 2024

Auteur : Camille Sansberro

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

En visite en Argentine, le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné a confirmé la position française concernant l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur : « Enfin, nous avons pu évoquer le projet d'accord commercial entre l'Union européenne et les pays du Mercosur. Vous connaissez la position de la France. La France est opposée à le signer en l'état parce qu'il ne répond plus aux exigences de notre temps ». Une position française qui vient s'ajouter à d'autres difficultés qui ralentissent la signature de l'accord.

Des négociations qui s'éternisent

La volonté de signer un accord de libre-échange entre les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay et Bolivie) et l'Union européenne ne date pas d'hier. Le but étant de supprimer les barrières tarifaires afin d'intensifier les échanges dans une zone regroupant 780 millions de consommateurs. Alors que l'idée émerge dès 1999, il faut attendre 2019 pour trouver un premier accord provisoire. Mais depuis cette date les négociations patinent et l'accord n'est toujours pas effectif.

En décembre dernier, de nouvelles discussions ont eu lieu. Celles-ci étaient menées par le Brésil, qui avait la présidence du bloc latino-américain, et par l'Espagne qui présidait le Conseil de l'Union européenne. L'objectif commun des deux Etats était d'aboutir à la signature d'un accord avant 2024. Toutefois, la France, tout comme l'Argentine, ont rejeté l'accord. La France a justifié son choix en mettant en avant des raisons écologiques. Alberto Fernandez, quant à lui, se trouvait dans une situation délicate sur le plan national. Effectivement, il vivait ses derniers jours à la tête du pays avant l'investiture de Javier Milei.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://les-yeux-du-monde.fr/actualites-analyses/amerique/ameriques-latines/53084-ue-mercotur-un-accord-entree-pour-de-bon>

□ □ THEME 3 - 2 : La Chine et son économie : grippette ou Covid long ?

Source, journal ou site Internet : Télés

Date : 28 février 2024

Auteur : Eric Chaney

Adressé par Elie Billaudaz

Depuis l'éphémère reprise post-covid, les nouvelles économiques de Chine, dont le PIB par habitant n'atteint que 31% de celui de la France, sont maussades. Seul pays au monde à s'enfoncer dans la déflation, peinant à stimuler sa demande intérieure pour compenser l'effritement du commerce mondial, la Chine est aujourd'hui sanctionnée par ses propres marchés financiers. Signe d'une économie parvenue à la maturité, heurtée par des chocs temporaires, mais dont les fondamentaux restent forts, ou expression de faiblesses structurelles aggravées par de mauvaises décisions de politique économique ? S'il y a probablement des deux, la balance semble néanmoins pencher vers la deuxième hypothèse.

Ce que révèle la chute des marchés financiers chinois

Les marchés d'action chinois sont notoirement volatils, réagissant autant aux anticipations de profits qu'à la politique de liquidité de la banque centrale (Banque populaire de Chine ou BPC). Orientés à la hausse bon an mal an depuis l'effondrement financier de 2008, ils avaient même fortement progressé lors de la pandémie de covid-19, à la faveur des abondantes liquidités fournies préventivement par la BPC. Mais alors que les économies occidentales, durement touchées en 2020 par les politiques sanitaires, redémarraient en 2021 et avec elles leurs marchés financiers, les actions chinoises entamaient leur descente aux enfers. L'indice FTSE A50, qui regroupe les cinquante plus importantes capitalisations boursières chinoises réservées aux investisseurs domestiques, a baissé de 45% depuis le pic de janvier 2021. L'hebdomadaire *The Economist* a calculé que la capitalisation boursière chinoise (y compris Hong Kong) a perdu

environ 7000 milliards de dollars depuis lors, une baisse de 35%, alors que celle des entreprises américaines gagnait 14% et celle des indiennes 60%.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.telos-eu.com/fr/economie/la-chine-grippette-ou-covid-long.html>

□ □ THEME 3 - 3 : L'accord entre Microsoft et Mistral AI scruté par l'UE

Source, journal ou site Internet : ZDnet Korea

Date : 28 février 2024

Auteur : Hyukwo Nam

L'Union européenne va enquêter sur le partenariat entre Microsoft et Mistral AI, une start-up française spécialisée dans l'intelligence artificielle, afin de vérifier sa conformité avec les lois européennes sur la concurrence.

« La Commission examine les accords conclus entre les grands acteurs du numérique et les développeurs et fournisseurs d'IA générative », a indiqué Léa Zuber, porte-parole de la Commission européenne, d'après les informations de Politico.

« Nous en sommes au stade de l'analyse du contenu des accords, mais elle pourrait se transformer en une enquête formelle si nous identifions d'éventuelles violations des lois sur la concurrence », a-t-elle précisé.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.zdnet.fr/actualites/l-accord-entre-microsoft-et-mistral-ai-scrute-par-l-ue-39964550.htm>

□ □ THEME 3 - 4 : G20 : pas de communiqué commun des ministres des finances, désaccords sur Gaza, l'Ukraine

Source, journal ou site Internet : Le Marin

Date : 1^{er} mars 2024

Auteur : Marcela Ayres et Christian Kremer

Adressé par André Dulou

SAO PAULO (Reuters) - Les ministres des Finances des pays du G20 ont échoué jeudi à convenir d'un communiqué commun à l'issue de leurs discussions, du fait de divisions à propos des guerres dans la bande de Gaza et en Ukraine, qui ont nui aux efforts destinés à trouver un consensus sur le développement économique mondial.

Au lieu d'une déclaration commune, le Brésil, hôte de la réunion des ministres des Finances et des banquiers centraux du G20, a publié son propre résumé des discussions.

Une situation similaire s'était déjà produite l'an dernier lors de la présidence indienne du G20, mais New Delhi était quand même parvenu à rallier la majorité des pays derrière une condamnation de la Russie pour avoir envahi l'Ukraine.

Le document publié par le Brésil, qui ressemble à un projet de communiqué du G20 que Reuters avait pu consulter plus tôt cette semaine, met en avant les risques économiques provoqués par les "guerres et les escalades des conflits" tout en invitant à débattre de ces questions en d'autres lieux.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

https://www.challenges.fr/finance-et-marche/g20-pas-de-communique-commun-des-ministres-des-finances-desaccords-sur-gaza-l-ukraine_885397

4/ Les forces armées- Air - Marine - Terre – Gendarmerie

• THEME 4 - 1 : « Tout le monde attend avec impatience les lasers » : la France compte durcir ses frégates contre les drones

Source, journal ou site Internet : Numerama

Date : 29 février 2024

Auteur : Julien Lausson

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Les frégates de la Marine nationale sont confrontées à un péril croissant : les drones. Si elles peuvent utiliser des missiles pour faire mouche, chaque tir coûte très cher pour détruire une cible qui ne l'est pas. Lors d'une audition, Sébastien Lecornu, le ministre des Armées, a exprimé l'intérêt croissant des forces pour les lasers.

Deux interceptions de drones le 9 décembre 2023, en provenance des côtes du Yémen. Une autre neutralisation révélée par l'armée française le 11 du même mois. Puis, dans la nuit du 19 au 20 février, et dans celle du 21 au 22, quatre autres destructions ont été annoncées par le ministère des Armées. À chaque fois, deux drones ont été abattus.

Rarement les frégates multi-missions françaises (FREMM) auront eu besoin de mobiliser autant leurs capacités d'autodéfense pour contrer ces menaces, en mer Rouge et dans le golfe d'Aden. Or, ces moyens de protection sont coûteux : pour arrêter ces aéronefs sans pilote, il a systématiquement fallu envoyer un missile Aster.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.numerama.com/tech/1641170-tout-le-monde-attend-avec-impatience-les-lasers-la-france-compte-durcir-ses-fregates-contre-les-drones.html>

□ □ THEME 4 - 2 : 280 gendarmes déployés dans l'Indre pour Place Nette 36

Source, journal ou site Internet : gendinfo

Date : 1^{er} mars 2024

Auteur : CEN Charlotte Desjardins

Adressé par André Dulou

Du 20 au 23 février 2024, 280 militaires du Groupement de gendarmerie départementale de l'Indre (GGD 36) et de gendarmerie mobile ont conduit une nouvelle opération baptisée Place Nette 36.

Durant quatre jours consécutifs, du 20 au 23 février 2024, gendarmes départementaux et mobiles se sont engagés sur vingt opérations sur le territoire du Groupement de gendarmerie départementale de l'Indre (GGD 36), en vue de lutter contre toutes les formes de délinquance locale. Pour ce faire, les militaires se sont appuyés sur une manœuvre globale comportant un volet judiciaire, une présence accrue sur la voie publique dans 41 communes et un emploi d'expertises techniques.

Un engagement au niveau judiciaire

Au cours des opérations judiciaires, les gendarmes ont interpellé et placé en garde à vue sept individus mais ont aussi auditionné neuf mis en cause. Une opération dans le cadre de la lutte anti-stupéfiants a par ailleurs permis l'identification d'un point de deal.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/actualites/2024/280-gendarmes-deployes-dans-l-indre-pour-place-nette-36>

☐☐THEME 4 - 3 : [Police du ciel : les interventions de l'armée de l'air et de l'espace ont augmenté de plus de 170% en 2023](#)

Source, journal ou site Internet : OPEX 360

Date : 28 février 2024

Auteur : Laurent Lagneau

Adressé par André Dulou

Au fil du temps, les bilans annuels du Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes [CDAOA] se réduisent comme peau de chagrin. Cela ne veut pas dire que l'activité opérationnelle de l'armée de l'Air & de l'Espace [AAE] est moindre, bien au contraire... Mais que ce type de document livre désormais beaucoup moins de détails et d'informations que par le passé.

Par exemple, depuis 2022, le nombre de munitions tirées lors des opérations extérieures en cours n'est plus communiqué, très probablement pour ne pas donner d'indications sur l'état des stocks de bombes et de missiles. En outre, les missions [chasse, transport, ravitaillement en vol, renseignement, etc.] sur chacun des théâtres extérieurs ne sont plus détaillées. Enfin, les témoignages et les commentaires de responsables militaires [et civils] qui accompagnaient ces statistiques n'ont plus droit de cité.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.opex360.com/2024/02/28/police-du-ciel-les-interventions-de-larmee-de-lair-et-de-lespace-ont-augmente-de-plus-de-170-en-2023/>

☐☐THEME 4 - 4 : [De nouveaux filets de camouflage bientôt livrés à l'armée de terre](#)

Source, journal ou site Internet : Home FOB

Date : 28 février 2024

Auteur : Nathan Gain

Adressé par André Dulou

Lancé fin 2021, l'effort de renouvellement des filets de camouflage des armées françaises franchit une nouvelle phase avec la commande par la Direction générale de l'armement (DGA) de plusieurs milliers de filets-écrans multispectraux auprès de Saab Barracuda et de son sous-traitant français, Solarmtex.

Après deux années de développement main dans la main avec la DGA et la Section technique de l'armée de Terre (STAT), place à la production et au déploiement. Cette nouvelle étape d'un marché baptisé FENRIR (filet écran radar-IR) verra Saab et Solarmtex livrer 3000 filets à l'armée de Terre et à l'armée de l'Air et de l'Espace d'ici à 2026.

Si la filiale du groupe suédois Saab produit la base de textile, Solarmtex sera en charge de la confection et de l'assemblage de l'ensemble de la commande. Nouvelle usine et création de 5 à 10 emplois à la clef pour la PME de Vierzon. Les premiers exemplaires de cette commande valorisée à 20 M€ sont attendus dès cette année.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.forcesoperations.com/de-nouveaux-filets-de-camouflage-bientot-livres-a-larmee-de-terre/>

5/ ZONES DE CONFLITS

☐☐THEME 5 - 1 : [Quelles perspectives politiques pour l'Autorité palestinienne ?](#)

Source, journal ou site Internet : IRIS

Date : 29 février 2024

Auteur : Interview de Didier Billion

Adressé par Jean-François Mazaleytrat

Alors que plus de 30 000 personnes ont péri dans la bande de Gaza selon le ministère de la Santé du Hamas, le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Mohammad Shtayyeh, a annoncé sa démission le lundi 26 février 2024. Entre immobilisme et perte de confiance auprès de sa population, l'Autorité palestinienne voit sa légitimité et son influence de plus en plus questionnée. Quels scénarios politiques peuvent être envisagés à l'issue de cette démission ? Quelles pourraient être les conséquences de cette décision sur une résolution du conflit à Gaza, pour l'heure difficilement envisageable ? Entretien avec Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS et spécialiste du Moyen-Orient.

Le Premier ministre palestinien Mohammad Shtayyeh a présenté sa démission à Mahmoud Abbas. Dans quel contexte s'inscrit cette démission ?

Nous sommes bien sûr avant tout dans un moment d'exacerbation des tensions entre Israël et le peuple palestinien. L'attention internationale est, à juste titre, concentrée sur la catastrophe absolue qui caractérise la situation à Gaza, mais le cours actuel des événements qui se déroulent en Cisjordanie ne doit pas être ignoré.

À Gaza tout d'abord, pour mémoire, ce sont certainement beaucoup plus de 30 000 victimes, dont une majorité de femmes et d'enfants, au moins 60 % des bâtiments détruits, une situation sanitaire qui se dégrade de jour en jour. Bref, tout ce qui constitue les fondements d'une vie en société annihilée. Ces données sont terribles et c'est dans ce contexte que, le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a rendu un arrêt provisoire, juridiquement contraignant, intimant à l'État d'Israël de prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir et réprimer le crime de génocide. Les autorités israéliennes, sourdes à cette exigence d'une autorité juridique internationale, veulent aller plus loin encore dans leur frénésie destructrice et menacent désormais d'une offensive contre Rafah, ville où s'entassent plus de 1,3 million de réfugiés. Le carnage serait alors à son comble.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.iris-france.org/184031-quelles-perspectives-politiques-pour-lautorite-palestinienne/>

□ □ THEME 5 - 2 : **L'Inde et Israël veulent contourner la Mer Rouge**

Source, journal ou site Internet : Mondafrique

Date : 29 février 2024

Auteur : Nicolas Beau

Adressé par Jean-François Mazaleytrat

Au moment où les Houtis perturbent l'accès à la mer Rouge, l'Inde et Israël voudraient relancer le corridor India-Middle East-Europe (IMEC).

Comment éviter la mer Rouge et les attaques des Houthis du Yémen ? Comment ne pas payer des taxes en franchissant le canal de Suez ? Les Indiens tentent de proposer une chaîne logistique alliant le maritime au ferroviaire. Une idée ardemment défendue depuis déjà quelques années par les Israéliens.

Ce projet consisterait à transporter les marchandises d'abord par la mer, de l'Inde à Dammam, en Arabie saoudite. Puis, par voie ferrée d'Arabie saoudite en Israël, au Port d'Haïfa, en passant par les Émirats et la Jordanie. Un Trajet de 2 117 kilomètres, jusqu'à la Méditerranée pour « rejoindre Le Pirée par voie maritime ».

Un corridor Inde-Israël

En théorie, pourquoi pas. Mais dans les faits, depuis le 7 octobre, on imagine mal la construction d'une ligne de chemin de fer traversant l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://mondafrique.com/a-la-une/linde-et-israel-veulent-contourner-la-mer-rouge/>

THEME 5 - 3 : Les frappes ukrainiennes en Russie obligent Moscou à suspendre ses exportations de carburant

Source, journal ou site Internet : KoriiSlate

Date : 29 février 2024

Auteur : avec Newsweek

Adressé par Elie Billaudaz

Kiev frappe le Kremlin au portefeuille.

L'arroser arrosé? La Russie vient d'annoncer une pause de six mois dans ses exportations de carburant, à partir de ce 1^{er} mars 2024. «*Afin de compenser la demande croissante de produits pétroliers, des mesures sont nécessaires pour contribuer à stabiliser les prix intérieurs*», indique une lettre interne envoyée en janvier entre Alexandre Novak, vice-président du gouvernement russe, et le Premier ministre Mikhaïl Michoustine. Voici la version officielle, révélée par le média économique russe RBK.

Officieusement, il s'agit là de la conséquence des attaques ukrainiennes réussies sur les installations énergétiques russes, explique le magazine Newsweek.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://korii.slate.fr/biz/frappes-ukrainiennes-russie-obligent-moscou-suspendre-exportations-carburant-commerce-petrole-energie-guerre>

THEME 5 - 4 : Haïti : quatre policiers tués alors que l'un des principaux groupes armés promet des attaques coordonnées

Source, journal ou site Internet : RFI

Date : 1^{er} mars 2024

Auteur : avec AFP

Adressé par André Dulou

Les violences de jeudi ont fait quatre morts et cinq blessés dans les rangs de la police, selon un responsable du syndicat national des policiers haïtiens, cité par l'AFP. Deux sous-commissariats ont été incendiés, a-t-il ajouté. Des tirs nourris ont été entendus le même jour dans plusieurs quartiers de la zone de Port-au-Prince, les forces de sécurité tentant de repousser les assaillants qui ont visé notamment des commissariats, l'académie de police et d'autres sites stratégiques comme l'aéroport international Toussaint-Louverture. Établissements scolaires, universités et diverses institutions publiques comme privées ont interrompu leurs activités alors que des centaines de personnes se sont réfugiées chez elles. Des étudiants de l'université d'État d'Haïti ont été pris en otage avant d'être relâchés, a indiqué à l'AFP le doyen de la faculté d'agronomie Jocelyn Louissaint. Au moins un étudiant a été blessé par balle dans cette attaque, selon lui.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20240301-ha%C3%AFti-quatre-policiers-tu%C3%A9s-alors-que-l-un-des-principaux-groupes-arm%C3%A9s-promet-des-attaques-coordonn%C3%A9es>

6/ RENSEIGNEMENTS ET MENACES :

☐☐THEME 6 - 1 : Liban, le renseignement américain craint une invasion israélienne

Source, journal ou site Internet : Mondafrique

Date : 29 février 2024

Auteur : Nicolas Beau

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Les autorités américaines, informés par leurs services de renseignement, redoutent qu'Israël n'envahisse le Liban à la fin du printemps ou au début de l'été, indiquent nos confrères d' »Ici Beyrouth », si les négociations diplomatiques ne parviennent pas à éloigner le Hezbollah de la frontière nord.

Un papier du site Ici Beyrouth

À ces informations, rapportées jeudi par la chaîne américaine CNN, s'ajoutent les déclarations d'un haut fonctionnaire de l'administration Biden, qui, toujours selon la même chaîne, a déclaré: « Nous partons du principe qu'une opération militaire israélienne aura lieu dans les prochains mois. Pas nécessairement dans les prochaines semaines, mais peut-être plus tard dans le courant du printemps. »

« Une opération militaire israélienne au Liban est tout à fait possible. » Les journalistes de CNN En tant que médiateurs clés pour une trêve à Gaza, les États-Unis entretiennent également des discussions parallèles avec Israël et le Liban. Une éventuelle entente créerait, selon CNN qui cite des responsables américains, « une zone tampon au Liban-Sud, retardant ainsi toute intervention armée, d'après des responsables américains ».

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://mondafrique.com/a-la-une/liban-le-renseignement-americain-craint-une-invasion-israelienne/>

☐☐THEME 6 - 2 : Infostealer, le logiciel malveillant en vogue en 2023

Source, journal ou site Internet : LE Portail de l'IE

Date : 28 février 2024

Auteur : Amélie Köcke

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Le 24 janvier dernier, le *Clusif* organisait la 24e édition du Panorama de la Cybercriminalité 2023. Utilisant toujours plus de nouvelles technologies pour mener leurs cyberattaques, les pirates se sont particulièrement concentrés sur le *business* florissant du vol d'informations, l'*infostealer*.

Au cours du Panorama de la Cybercriminalité, ont été mentionnés les *hackers* russophones, notamment les groupes Lockbit et BlackCat / ALPHV mais également le logiciel malveillant populaire, l'*infostealer*, reconnu pour son efficacité à voler des données de connexion.

L'*infostealer*, un logiciel malveillant plus discret que le rançongiciel

L'*infostealer* (voleurs d'informations) est un logiciel malveillant qui, lorsqu'il est installé sur votre système informatique, essaye de collecter des informations des données formulées comme « logs » : mots de passe, adresses mail, historique de navigateurs. Il exploite souvent les failles de sécurité afin de rassembler de nombreuses données de connexion. Celles-ci sont soit stockées localement et récupérées plus tard, soit envoyées directement sur un serveur distant aux *hackeurs*.

A l'inverse du rançongiciel, chiffrant un maximum de données afin de les rendre indisponibles par les utilisateurs, l'*infostealer* est très discret. Il reste très souvent non détecté.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.portail-ie.fr/univers/risques-et-gouvernance-cyber/2024/infostealer-le-logiciel-malveillant-en-vogue-en-2023/>

□ □ THEME 6 - 3 : Dans les coulisses du cyberespionnage chinois, la France aussi visée

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 23 février 2024

Auteur : Gabriel Thierry

Adressé par Elie Billaudaz

Le leak d'I-Soon fait désormais le miel des experts en sécurité informatique. Depuis dimanche dernier, des données de ce fournisseur chinois en cybersécurité, visiblement basé à Shanghai, ont été mystérieusement dévoilées sur un compte GitHub - une traduction française est disponible ici -, une fuite de données qui n'a pas été revendiquée.

Certes, comme le relève l'entreprise de cybersécurité Sentinel One, l'authenticité des documents issus de cette entreprise, liée au groupe APT41 via l'entreprise Chengdu 404, est encore "indécise". Mais ces données, un mélange de discussions, d'argumentaires commerciaux et de documentation interne, semblent bien mettre en évidence la façon dont un prestataire cyber privé peut travailler avec des services de l'Etat et les modes opératoires utilisés.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.zdnet.fr/actualites/dans-les-coulisses-du-cyberespionnage-chinois-en-france-39964444.htm>

□ □ THEME 6 - 4 : Chine : Xi Jinping est-il en train de payer son soutien à Vladimir Poutine ?

Source, journal ou site Internet : Asialyst

Date : 29 février 2024

Auteur : Pierre-Antoine Donnet

Adressé par André Dulou

La Chine soutient ardemment la Russie depuis le début de la guerre sanglante livrée par Vladimir Poutine à l'Ukraine. Mais ne risque-t-elle pas d'en payer le prix fort ? D'ores et déjà les États-Unis ont pris des mesures pour sanctionner certaines des entreprises chinoises qui aident l'armée russe au moment où l'économie en Chine traverse une crise inédite depuis des décennies.

Après la mort suspecte d'Alexeï Navalny dans sa prison en Sibérie le 16 février, Washington a annoncé le 23 février dernier pas moins de 500 nouvelles sanctions contre Moscou, dont certaines visent les entités chinoises qui aident la Russie. Déjà, certaines banques de Chine ont cessé leurs services offerts à leurs clients russes.

Les États-Unis ont promis aussi « dans les prochains jours » des « sanctions supplémentaires » contre l'Iran, proche allié de la Chine, en raison du soutien de Téhéran à l'offensive militaire russe en Ukraine. « Nous sommes prêts à aller plus loin si l'Iran fournit des missiles balistiques à la Russie, a déclaré John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale la Maison Blanche. Nous n'avons pas jusqu'ici de confirmation de livraisons de missiles de l'Iran à la Russie. »

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://asialyst.com/fr/2024/02/28/chine-russie-xi-jinping-payer-soutien-vladimir-poutine/>

7/ SECURITE INTERIEURE

☐☐THEME 7 - 1 : **En 2024, le dépôt de plainte pourra passer par Internet**

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 26 février 2024

Auteur : Louis Adam

Adressé par Elie Billaudaz

Les moyens de dépôts de plaintes continuent de s'étoffer : il sera désormais possible de déposer plainte via visioconférence sans avoir forcément à se déplacer en gendarmerie pour certains délits. Dans un décret publié le 23 février au journal officiel, le gouvernement annonce l'ouverture progressive du recours à la visioplainte sur l'ensemble du territoire. Jusqu'alors ce dispositif était uniquement ouvert à titre expérimental dans les Yvelines et dans la Sarthe. La généralisation de ce service se fera progressivement dans le courant de l'année 2024, et devrait être effective pour tous les citoyens à partir de cet automne.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.zdnet.fr/actualites/en-2024-le-depot-de-plainte-pourra-passer-par-internet-39964498.htm>

8/ ENERGIE - ENVIRONNEMENT – CLIMAT

☐☐THEME 8 - 1 : **Eradiquer le paludisme : quelles stratégies internationales ?**

Source, journal ou site Internet : IRIS

Date : 29 février 2024

Auteur : Interview d'Anne Sénéquier

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Le Cameroun a lancé en ce début d'année 2024 une campagne de vaccination systématique contre le paludisme. Une première à l'échelle internationale, alors qu'en 2022 le paludisme avait provoqué la mort de 608 000 personnes à l'échelle mondiale, dont 508 000 sur le continent africain. Que traduit cette décision camerounaise ? Est-il envisageable d'éradiquer le paludisme ? Si tel est le cas, quels sont les moyens à mettre en œuvre ? Le point avec Anne Sénéquier, chercheuse à l'IRIS et co-directrice de l'Observatoire de la santé mondiale de l'IRIS. Le Cameroun est devenu le premier pays au monde à inscrire le vaccin contre le paludisme à son calendrier vaccinal. Pourquoi le Cameroun ? En quoi la décision camerounaise représente-t-elle un tournant pour l'Afrique, voire au-delà ?

Plusieurs raisons ont mené le Cameroun à être le premier pays au monde à déployer la vaccination antipaludique dans son calendrier vaccinal.

Il s'agit tout d'abord d'un des 11 pays les plus touchés par le paludisme dans le monde : plus 3 millions de cas et 3 800 décès en 2021. Le vaccin RTS,S/AS01 contre le paludisme est déployé en Afrique subsaharienne dans un premier temps où le paludisme à *plasmodium falciparum* est modéré à élevé.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.iris-france.org/183661-eradiquer-le-paludisme-queelles-strategies-internationales/>

☐☐THEME 8 - 2 : **Sous la pression des défenseurs du climat, JOE Biden met sur « pause » les nouvelles exportations de gaz**

Source, journal ou site Internet : les Crises

Date : 26 février 2024

Auteur : Mike Ludwig

Adressé par André Dulou

Cette décision est une victoire pour le climat et les communautés de la Côte du Golfe (Texas, Louisiane, Mississippi, Alabama et Floride), mais les militants préviennent toutefois qu'on peut facilement revenir sur une « pause ».

Après avoir subi la pression croissante des défenseurs du climat et des communautés locales de la côte du Golfe du Mexique, l'administration Biden a annoncé vendredi une pause dans les nouvelles autorisations de projets de terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), que les environnementalistes qualifient de « bombes climatiques » susceptibles de perpétuer la pollution mondiale due aux combustibles fossiles pour plusieurs dizaines d'années..

« L'annonce de Biden montre deux choses : D'une part, les marches, les pétitions et l'organisation militante des communautés locales, des jeunes et de leurs alliés fonctionnent », a déclaré Collin Rees, directeur du programme américain d'Oil Change International, dans un communiqué. « Et deuxièmement, Biden craint que son hypocrisie climatique ne lui coûte son élection s'il ne fait pas de réels progrès en ce qui concerne les combustibles fossiles ».

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.les-crises.fr/sous-la-pression-des-defenseurs-du-climat-joe-biden-met-sur-pause-les-nouvelles-exportations-de-gaz/>

□ □ THEME 8 - 3 : **La ruée des opérateurs de bornes de recharge pour voitures électriques en France**

Source, journal ou site Internet : Euractiv

Date : 1^{er} mars 2024

Auteur : avec AFP

Adressé par André Dulou

Séduits par un cadre sociétal et législatif très favorable, de nombreux opérateurs ont pris d'assaut le marché français des bornes de recharge pour voitures électriques, devenu l'un des plus recherchés d'Europe.

La France, avec son grand réseau routier et sa position de carrefour européen, veut passer de 120 000 bornes accessibles au public aujourd'hui — soit déjà plus qu'en Allemagne — à 400 000 d'ici 2030, quand 8,5 millions de véhicules électriques et hybrides rechargeables pourraient être sur les routes, selon une estimation du gestionnaire du réseau électrique RTE.

« Le marché est aujourd'hui très attractif pour ces entreprises parce que la France fait partie des pays au sein desquels la mobilité électrique se développe le plus », relève Clément Molizon, directeur de l'Association nationale pour le développement de la mobilité électrique (Avere).

« Le marché le plus concurrentiel d'Europe »

L'interdiction européenne à venir en 2035 de la vente de voitures à essence est un facteur. Mais le soutien financier et fiscal de l'État au verdissement des flottes, le leasing subventionné de voitures électriques à 100 euros et l'obligation d'installer des bornes de recharge dans les parkings de plus de 20 places sont parmi les mesures qui rassurent les investisseurs.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.euractiv.fr/section/mobilite-du-futur/news/la-ruce-des-operateurs-de-bornes-de-recharge-pour-voitures-electriques-en-france/>

9/ GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE :

□ □ THEME 9 - 1 : **Intelligence économique : vers une fin de la naïveté en temps de guerre économique ?**

Source, journal ou site Internet : le Portail de l'IE

Date : 1^{ER} mars 2024

Auteur : Agathe Bodelot

Adressé par André Dulou

Ce jeudi 29 février s'est tenu le 28^e Jeudi de la Sécurité sur le thème « Intelligence économique : renforcer notre souveraineté et notre compétitivité ; vers une fin de la naïveté en temps de guerre économique ? ». L'occasion pour les intervenants d'insister sur la nécessité du renseignement d'affaires pour rester compétitif dans un contexte concurrentiel.

Organisé par S&D Magazine, le Jeudi de la Sécurité ciblait l'intelligence économique pour sa 28^e édition ce jeudi 29 février 2024. Après la sortie d'un dossier spécial sur les ingérences étrangères, la sécurité et intelligence économique, les deux tables rondes ont abordé la souveraineté et la compétitivité des entreprises dans un contexte de guerre économique.

Regards croisés entre les porteurs des volets offensif et défensif de l'IE en France

Le contexte économique actuel est particulièrement agressif : le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE) a recensé 968 alertes de sécurité économique pour cette année 2023, soit 2,7 fois plus qu'à sa création en 2016. Menace économique, espionnage, infiltration, le directeur du service Joffrey Célestin-Urbain souligne l'intensification de la menace économique telle que répertoriée par l'Etat. La première mission du SISSE consiste à définir les entreprises jugées stratégiques, les technologies critiques et les laboratoires de recherche sensibles pour la souveraineté. Puis dès qu'une menace étrangère, une alerte caractérisée est détectée, le service garantit une unité de l'action, coordonnant la réponse de l'Etat. En cas d'attaque bien définie dont les bénéficiaires finaux sont traçables, « il n'y a pas de pudeur dans la réponse » affirme le SISSE, quand bien même les auteurs sont considérés comme des « amis ». Deux outils de riposte permettent de contrer ces menaces étrangères : le contrôle IEF, et la loi de blocage de 1968, renforcée. La gestion de 98 dossiers relatifs à la loi de blocage sur deux ans montre que « la France est capable de parler le langage de la souveraineté sans provoquer de conflits de normes avec l'autorité étrangère offensive ».

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.portail-ie.fr/univers/surete-et-gouvernance-des-risques/2024/intelligence-economique-vers-une-fin-de-la-naivete-en-temps-de-guerre-economique/>

□ □ **THEME 9 - 2 : La Slovaquie renonce à sa réforme du Code Pénal, sous la menace d'une suspension de fonds européens**

Source, journal ou site Internet : Euractiv

Date : 1^{er} mars 2024

Auteur : Barbara Zmušková et Natália Silenská

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Plusieurs chapitres de la réforme du Code pénal ont été suspendus par la Cour constitutionnelle mercredi (28 février) après que la Commission européenne a déclaré qu'ils n'étaient pas conformes aux règles européennes en matière d'État de droit.

La réforme, qui abolit le Bureau du procureur spécial et réduit considérablement les peines et les délais de prescription pour les crimes graves, y compris la corruption, devait entrer en vigueur le 15 mars.

Mercredi soir, *Markíza* et *Denník N* ont rapporté que la Cour constitutionnelle slovaque avait décidé d'accepter la demande de la présidente Zuzana Čaputová et des partis d'opposition d'examiner la constitutionnalité de la réforme et de suspendre temporairement son entrée en vigueur jusqu'à ce qu'une décision soit prise.

« C'est une excellente nouvelle que la démocratie fonctionne en Slovaquie, que les freins et contrepouvoirs sous la forme de la Justice fonctionnent », a déclaré Mme Čaputová à *Denník N* mercredi.

La Cour a décidé de suspendre les amendements réduisant les peines et le délai de prescription. Cependant, elle n'a pas suspendu le démantèlement du Bureau du procureur spécial.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.euractiv.fr/section/justice/news/la-slovaquie-renonce-a-sa-reforme-du-code-penal-sous-la-menace-dune-suspension-de-fonds-europeens/>

10/ GEOPOLITIQUE DE L'INFORMATION :

□ □THEME 10 - 1 : L'Ours russe dans le viseur de l'ANSSI

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 28 février 2024

Auteur : Gabriel Thierry

Adressé par Elie Billaudaz

Pour ceux qui en doutaient, l'ours russe est bien sorti de sa tanière. L'Anssi vient en effet de profiter de la présentation de son dernier panorama de la menace, dévoilé ce mardi 27 février, pour dénoncer les actions malveillantes cyber venues de Russie. La preuve d'une "agressivité désinhibée", souligne Vincent Strubel, le directeur général de l'agence.

Selon le cyber-pompier français, qui se défend de faire de l'attribution formelle, l'année 2023 a par exemple été marquée par une recrudescence de l'espionnage réalisé "au moyen de modes opératoires associés publiquement au gouvernement russe contre des organisations situées en France".

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.zdnet.fr/actualites/l-ours-russe-dans-le-viseur-de-l-anssi-39964546.htm>

□ □THEME 10 - 2 : Le casse-tête de la sécurisation des câbles sous-marins « artères vitales » d'Internet

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 29 février 2024

Auteur : Xavier Biseul

Adressé par Elie Billaudaz

Les Houthis auront mis leur mis leur menace à exécution. Selon le journal israélien *Globes*, quatre câbles de communication sous-marins situés entre l'Arabie Saoudite et Djibouti ont été mis hors service.

Plus tôt, les rebelles yéménites et d'autres factions proches de Téhéran avaient menacé sur Telegram de saboter ces infrastructures télécoms passant par la mer Rouge, l'une des épines dorsales de l'internet mondial, voie de passage entre l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Inde.

Mais le Moyen-Orient n'est pas la seule zone sensible sur le globe. La guerre entre la Russie et l'Ukraine, les tensions croissantes entre Pékin et Washington et les vellétés d'invasion de Taiwan par la Chine sont autant de terrains favorables à ce type d'actes de malveillance, en mer Baltique ou en mer de Chine.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.zdnet.fr/actualites/le-casse-tete-de-la-securisation-des-cables-sous-marins-arteres-vitales-d-internet-39964596.htm>

□ □THEME 10 - 3 : Centre hospitalier d'Armentières : après le piratage, une fuite de données pour 300 000 patients

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 29 février 2024

Auteur : Gabriel Thierry

Adressé par Elie Billaudaz

Les données d'environ 300 000 patients du centre hospitalier d'Armentières, dans le Nord, viennent d'être divulguées par des cybercriminels, vient de reconnaître l'établissement de santé. L'hôpital avait été victime d'une attaque informatique commise à la mi-février, revendiquée ce dimanche par un gang de rançongiciel jusqu'ici inconnu, Blackout.

Sur leur site de fuite de données, ces cybercriminels assurent avoir chiffré plus de cent serveurs et postes de travail de l'hôpital. Ils affirment également avoir mis la main sur une base de données d'environ 20 giga-octets concernant plus de 900 000 patients, comprenant leurs adresses postales, leurs téléphones ou encore leurs antécédents médicaux.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.zdnet.fr/actualites/centre-hospitalier-d-armentieres-apres-le-piratage-une-fuite-de-donnees-pour-300-000-patients-39964552.htm>

☐☐THEME 10 - 4 : Piratage de comptes : la CAF annonce « plusieurs milliers » de comptes compromis

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 28 février 2024

Auteur : Louis Adam

Adressé par Elie Billaudaz

A mesure que les investigations de la CAF suite aux revendications d'un groupe "d'hacktivistes" se poursuivent, le bilan de l'attaque se révèle un peu plus sérieux que prévu.

Si dans un premier temps, la Caisse d'Allocations Familiales n'avait communiqué que sur 4 comptes compromis, elle a revu ce chiffre à la hausse dans un nouveau communiqué qui évoque cette fois "plusieurs milliers" de comptes allocataires "visités de manière illégitime". Le nombre exact des comptes affectés n'a pas été précisé.

La façon dont les attaquants sont parvenus à accéder à ces comptes n'est pour l'instant pas connue. La CAF dément néanmoins toute faille provenant de ses propres services, et évoque plutôt des mots de passe volés et diffusés "sur le dark web" que les attaquants auraient utilisé pour accéder aux comptes. La CAF précise avoir déposé plainte auprès de la CNIL.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.zdnet.fr/actualites/piratage-de-comptes-la-caf-annonce-plusieurs-milliers-de-comptes-compromis-39964542.htm>

☐☐THEME 10 - 5 : Le groupe LockBit est de retour mais sur trois pattes

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 27 février 2024

Auteur : Gabriel Thierry

Adressé par Elie Billaudaz

Touchés mais pas coulés. Voici en substance le message des cybercriminels de LockBit, dont l'infrastructure avait été saisie la semaine dernière par une task force policière internationale, auxquelles ont participé des gendarmes français. Ce week-end, le gang de rançongiciel a ainsi remis en ligne un nouveau site de fuite de données et publié un long message pour donner sa version des faits.

Le groupe, par l'intermédiaire du mystérieux LockBitSupp, son porte-parole, a reconnu une négligence, avec l'oubli d'une mise à jour critique de PHP. Et il a lié l'opération policière à une attaque informatique en cours contre un comté américain, qui aurait abouti à la fuite de documents judiciaires relatifs à Donald Trump. Une allégation curieuse alors que la riposte policière à LockBit a certainement dû être préparée pendant des mois, voire des années.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.zdnet.fr/actualites/lockbit-est-de-retour-mais-sur-trois-pattes-39964494.htm>

11/ Le point de l'histoire du 1^{er} mars

□ □ THEME 11 - 1 : Événement de géopolitique dont c'est aujourd'hui l'anniversaire

Source, journal ou site Internet : Hérodote

Date : 1^{er} mars 2024

Auteur : Fabienne Manière

Adressé par André Dulou

1er mars 1815 Napoléon Ier débarque à Golfe-Juan

Le 1er mars 1815, Napoléon débarque à Golfe-Juan, près d'Antibes, avec 900 grenadiers, en provenance de l'île d'Elbe.

Confiné par les Alliés dans cette île pauvre de 230 km², à peine peuplée de 12 000 habitants, l'ex-empereur des Français s'est refait une santé et a mis tout son génie au service de ses nouveaux sujets en s'appliquant à moderniser ses infrastructures. Mais il s'en lasse très vite. Ruminant son abdication forcée, il ne se satisfait pas de la souveraineté sur l'île et du titre d'*Empereur* qui lui a été généreusement laissé.

Il est aussi contrarié de ne pas recevoir la pension de 2 millions de livres promise par son successeur Louis XVIII et regrette l'absence de sa femme Marie-Louise et de son fils. Il a par ailleurs vent de rumeurs faisant état de son possible transfert sur un îlot beaucoup plus hostile, Sainte-Hélène !

Informé du mécontentement latent chez les paysans français et surtout les militaires, tenus à l'écart par le nouveau roi, rentré à Paris dans les fourgons des Alliés, Napoléon se convainc que les Français n'attendent que son retour et décide de s'enfuir.

Il profite de ce que le commandant anglais Campbell chargé de surveiller l'île est amoureux d'une Florentine et se rend fréquemment sur le continent. À la faveur de l'une de ces escapades à Livourne, il réquisitionne tous les navires de Portoferraio, capitale de l'île, et quitte celle-ci le 26 février 1815 à bord du brick *L'Inconstant*, accompagné de six autres bateaux. Échappant aux Anglais, la flotille gagne par surprise Golfe-Juan.

Triomphe et désillusions

Évitant la Provence et la vallée du Rhône, qui se sont montrées hostiles à son égard lors de son transfert à l'île d'Elbe, l'année précédente, Napoléon emprunte la route des Alpes. Il reçoit le ralliement du 5e de ligne à Laffrey, au sud de Grenoble, puis, à Auxerre, celui du maréchal Ney. Enfin, il peut remonter jusqu'à Paris et fait une entrée triomphale le 20 mars 1815 au palais des Tuileries, d'où s'est enfui le roi pas plus tard que la veille.

Mais cette équipée entamée à Golfe-Juan va durer à peine plus de trois mois avant de s'achever à Waterloo par une défaite militaire définitive, le 18 juin 1815. Les *Cent-Jours* vont aboutir à un deuxième traité de Paris, beaucoup plus dur que le précédent à l'égard de la France...

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

https://www.herodote.net/1er_mars_1815-evenement-18150301.php#:~:text=Le%201er%20mars%201815%2C%20Napol%C3%A9on,pays%20par%20un%20seul%20homme%20C2%BB

12/ REVUE de PRESSE INTERNATIONALE en langue étrangère

☐☐THEME 12 - 1 : [Huge Boost To Army's Air Defenses Planned In New Force Structure](#)

Source, journal ou site Internet : [The War Zone](#)

Date : 28 février 2024

Auteur : JOSEPH TREVITHIC

Adressé par Jean-Claude Tourneur

The U.S. Army has laid out plans to significantly expand its air and missile defense units, with a particular focus on counter-drone and counter-cruise missile capabilities, as part of a larger restructuring of its forces. This reflects U.S. military concerns about these and other aerial threats that have been growing for years now. This is also a major turn-around for the service, which has been very much playing catch-up with these threats, as *The War Zone* has highlighted in the past.

The Army released a white paper earlier today that details various force structure changes it plans to implement between now and the end of the decade. The force structure transformation includes completing the standing up of five Multi-Domain Task Forces (MDTFs). These task forces will include air and missile defense units, as well as ones equipped with new long-range missile systems, including hypersonic types. They will also have new electronic and cyber warfare systems and other advanced capabilities. Additional air and missile defense units separate from the MDTFs are set to be established.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.twz.com/air/huge-boost-to-armys-air-defenses-planned-in-new-force-structure>

☐☐THEME 12 - 2 : [Ukraine war Latest : Ukraine downs 3 Russian Su -34 jets in 1 Day](#)

Source, journal ou site Internet : [Kyivindpendent](#)

Date : 29 février 2024

Auteur : Kateryna Hodunova

Adressé par Elie Billaudaz

Key developments on Feb. 29:

- Air Force: Ukraine downs 3 Russian Su-34 jets in 1 day
- Chief commander: Ukrainian forces push back Russian troops in Orlovka, Donetsk Oblast
- General Staff: Ukraine hits Russian troops clustered in Olenivka, 19 soldiers killed
- UK Defense Ministry: 'Territory west of Avdiivka remains focal effort of Russian offensive'
- European Parliament calls on EU to 'give Ukraine whatever it needs to defeat Russia.'

Ukrainian forces shot down three Russian Su-34 attack planes on Feb. 29, Air Force spokesperson Yurii Ihnat confirmed to the Kyiv Independent.

The first Su-34 was downed at 1 a.m. local time (EET) in the east, according to the Air Force. The other two Su-34 jets were downed at around 9 a.m. local time near Avdiivka and Marinka, Air Force Commander Mykola Oleshchuk said.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://kyivindpendent.com/ukraine-war-latest-ukraine-downs-3-russian-su-34-jets-hits-russian-troops-clustered-in-donetsk-oblast/>

THEME 12 - 3 : West Bad, Russia Strong – Key Points from Putin’s Latest Speech

Source, journal ou site Internet : KyivPost

Date : 29 février 2024

Auteur : Leo Chiu

Adressé par Elie Billaudaz

Russian President Vladimir Putin’s latest address to the nation was mostly a repetition of previous rhetoric and did not address Transnistria’s appeal for Moscow’s protection.

In his latest national address, Russian President Vladimir Putin reiterated Moscow’s anti-Western stance and boasted of domestic achievements, all while making no mention of Transnistria following the breakaway region’s appeal for Russian “protection” on Wednesday. Putin’s address comes two weeks prior to the presidential election, the winning of which is likely a foregone conclusion.

Retrouver la totalité de l’article avec ce lien :

<https://www.kyivpost.com/post/28836>

THEME 12 - 4 : Editor in chief of Novaya Gazeta detained for ‘discrediting’ the Russian Army

Source, journal ou site Internet : Novaya gazeta

Date : 29 février 2024

Auteur :

Adressé par Elie Billaudaz

Novaya Gazeta editor-in-chief Sergey Sokolov has been detained in Moscow on suspicion of “discrediting” the Russian army, Novaya Gazeta reported on Thursday.

Sergey Sokolov has been fined 30,000 rubles (€300) for “discrediting the Russian army”, Novaya Gazeta reported.

Sokolov’s detention is reportedly due to coverage of the Russian army in a Novaya Gazeta article, though the specific article it relates to is unknown. It is not known where Sokolov is being held. If found guilty, he faces a fine of up to 50,000 rubles (€500).

Retrouver la totalité de l’article avec ce lien :

<https://novayagazeta.eu/articles/2024/02/29/editor-in-chief-of-novaya-gazeta-detained-for-discrediting-the-russian-army-en-news>

THEME 12 - 5 : ‘Our Country Is Sinking Into Darkness’ : Oleg Orlov’s Final Word in Court

Source, journal ou site Internet : The Moscovtimes

Date : 27 février 2024

Auteur : Oleg Orlov

Adressé par Elie Billaudaz

Orlov was sentenced to 2.5 years in prison on Tuesday for his opposition to the war in Ukraine. The Moscow Times has translated and republished his final statement in court given ahead of the verdict.

On the day this trial began, Russia and the world were shocked by the terrible news of Alexei Navalny’s death. I was shocked, too. I even considered not making a final statement at all. What is there to say when we are still reeling from the shock of the news? But then I thought: Actually, these are all links in one chain — the death, or rather the murder, of Alexei Navalny; judicial reprisals against other critics of the regime, including me; the stifling of freedom in the country;

and the deployment of Russian troops in Ukraine. These are all links in the same chain. And so I decided to say my final word after all.

I have not committed a crime. I am being tried for a newspaper article in which I called the political regime in Russia today totalitarian and fascist.

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

<https://www.themoscowtimes.com/2024/02/27/our-country-is-sinking-into-darkness-oleg-orlovs-final-word-in-court-a84270>

□ □ **THEME 12 - 6 : Transnistrian administration will ask for protection from Russia amidst alleged tensions**

ou Source, journal site Internet : ipn

Date : 28 février 2024

Auteur :

Adressé par Elie Billaudaz

The seventh congress of the so-called deputies of all levels held in Tiraspol adopted a resolution saying that the Moldovan authorities exert pressure, including economic and social one. The Transnistrian administration will request the Russian Federation to protect the region and will also notify the UN Secretary General, the European Parliament and other international institutions, IPN reports. The event was presented by the press of the region and by the channels of the Transnistrian administration as being of particular importance. The participants gave speeches saying that the Republic of Moldova exerts pressure on the region. "Socioeconomic pressure is being exerted on Transnistria and this runs counter to the European principles and approaches concerning the protection of human rights and the liberalized trade regime," reads the resolution adopted at the end .

Retrouver la totalité de l'article avec ce lien :

https://www.ipn.md/en/transnistrian-administration-will-ask-for-protection-from-russia-amidst-alleged-7965_1102994.html

13/ Titres des articles pouvant être demandés à l'adresse adulou@numericable.fr, qui vous les adressera dans la journée de la demande.

Ces articles n'ont pu être insérés dans la revue de presse. Pour recevoir un ou plusieurs articles, il suffit d'adresser un message électronique à l'adresse :

adulou@numericable.fr;

1) Liens intéressants à consulter :

<https://www.iris-france.org/184006-railleries-americaines-face-a-macron-va-t-en-guerre/>

<https://www.revuedesdeuxmondes.fr/combattre-pour-la-france-par-les-mers/>

<https://www.zdnet.fr/actualites/la-tete-du-chef-de-lockbit-mise-a-prix-15-millions-de-dollars-39964458.htm>

<https://www.zdnet.fr/actualites/mistral-large-chat-et-partenariat-avec-microsoft-mistral-ai-sur-les-talons-d-openai-39964514.htm>

<https://www.zdnet.fr/actualites/mwc-comment-les-operateurs-telecoms-accelèrent-sur-l-ia-39964566.htm>

<https://www.zdnet.fr/actualites/ma-triser-l-ia-sans-competences-techniques-pourquoi-ces-systemes-complexes-exigent-plusieurs-formations-39964540.htm>

<https://www.zdnet.fr/pratique/qu-est-ce-que-l-apprentissage-profond-voici-tout-ce-qu-il-faut-en-savoir-39964504.htm>

<https://www.zdnet.fr/actualites/vente-de-donnees-avast-ecope-d-une-amende-de-165-millions-de-dollars-dans-l-affaire-jumpshot-39964480.htm>

<https://www.zdnet.fr/actualites/mobile-world-congress-2024-3-raisons-pour-lesquelles-je-suis-impatient-d-y-aller-meme-si-je-ne-devrais-pas-39964452.htm>

<https://spacenews.com/space-force-general-warns-of-window-of-vulnerability-in-satellite-defense/>

<https://www.naval-technology.com/news/leonardo-drs-makes-land-grab-for-naval-propulsion-manufacturing/>

https://www.spacewar.com/m/reports/BAE_Systems_to_pioneer_ground_system_for_U_S_Space_Forces_missile_defense_upgrade_999.html

https://www.spacewar.com/m/reports/South_Koreas_Ministry_of_Defense_Enhances_Military_Operations_with_Iridium_Satellite_Connectivity_999.html



Union-ihedn.org

[Réseau UNION-IHEDN Votre communauté en ligne](https://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/)

<https://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>